

Performance des grands groupes bancaires français au 31 mars 2018

Remarque liminaire : Comme indiqué à la fin de ce document (« Méthodologie de l'analyse »), l'objectif de cette publication est de présenter, sur la base des communiqués trimestriels et des slides investisseurs publiés, les principaux indicateurs de performance des quatre grands groupes bancaires français (BNP Paribas, Société Générale, BPCE, Crédit Agricole) et d'apporter des commentaires sur les événements significatifs de la période et l'information financière associée.

Chiffres clés au 31 mars 2018

Indicateurs clés pour les 4 grands groupes bancaires français au 31/03/2018

Des résultats et des revenus en baisse

PRODUIT NET BANCAIRE

31/03/2017	31/03/2018
32,1 Mds €	31,4 Mds €

- 2 %

Dégradation du coefficient d'exploitation moyen de 3%

↓ 74%

RESULTAT NET

31/03/2017	31/03/2018
4,9 Mds €	4,6 Mds €

- 7 %

Bonne maîtrise des risques
Coût du risque en baisse

↓ - 29%

Des bilans solides

RATIO DE CET 1

31/12/2017	31/03/2018
13,4%	13,1%

RESERVES DE LIQUIDITE SOLIDES

31/12/2017	31/03/2018
921 Mds €	949 Mds €

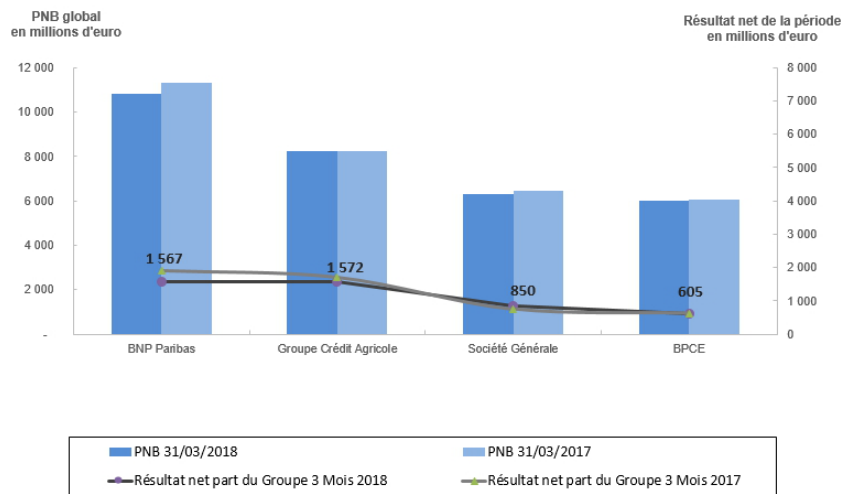
Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2018

Dans un contexte de marché moins porteur qu'au premier trimestre de l'année dernière, les revenus trimestriels cumulés des quatre principaux groupes bancaires français atteignent 31,3 milliards d'euro et les résultats nets s'élèvent à 4,6 milliards d'euro, affichant ainsi des reculs respectifs de -2% et -7% sur la période.

En effet, malgré une reprise économique en Europe, les revenus et les résultats sont

impactés notamment par les effets persistants des taux bas sur la marge d'intérêt de la banque de détail, la dépréciation du dollar qui pénalise les activités en dollars et la forte augmentation de la contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU).

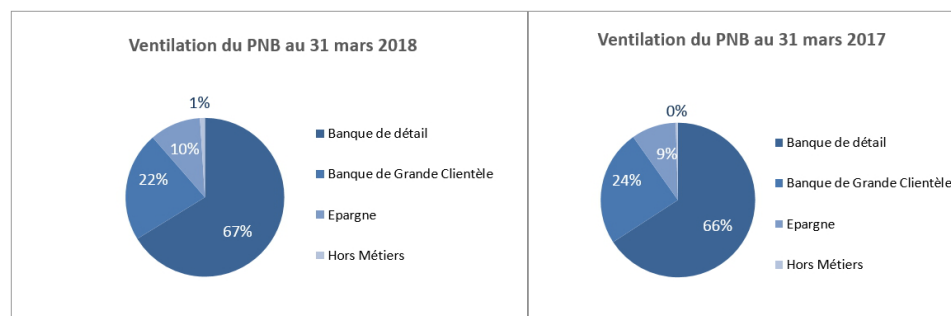
Produits Nets Bancaires et Résultats Nets au 31/03/2018



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2018

Répartition des revenus par activités

Tous les groupes présentent une activité soutenue, grâce à des ventes croisées en progression et dont le périmètre s'étend à de nouveaux produits et services pour s'adapter aux besoins des consommateurs.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2018

Éléments non-opérationnels et non récurrents

En application de la norme IFRS 9 en vigueur depuis le 1er janvier 2018, la variation de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre n'est plus comptabilisée en résultat mais en capitaux propres. Si cette réévaluation n'a plus d'effet sur le résultat des groupes Société Générale, BNP Paribas et Crédit Agricole depuis le début de l'année, celle-ci n'est plus retraitée dans le groupe BPCE depuis fin 2016, le groupe ayant appliqué la norme IFRS 9 dès novembre 2016 par anticipation.

Au 31 mars 2018, le groupe Crédit Agricole communique sur un effet positif de 74 millions d'euro au titre de l'ajustement du montant du badwill constaté lors de l'acquisition des trois caisses d'épargne italiennes réalisée en 2017. De son côté, le groupe BNP Paribas enregistre l'impact exceptionnel d'une plus-value de cession d'un immeuble pour un montant de 101 millions d'euro.

Une forte résilience de la banque de détail dans un environnement contraignant

Si la marge nette d'intérêt reste pénalisée par l'environnement de taux bas et la vague de renégociations sur les crédits immobiliers qui s'étaient traduits au 1er trimestre 2017 par des montants élevés d'indemnités de remboursement anticipés et de frais de renégociation, la banque de détail limite à 0,5% la baisse de ses revenus grâce à ses différents relais de croissance, en particulier dans les services financiers spécialisés.

Avec des revenus qui s'élèvent à 20,8 milliards d'euro, tous les groupes communiquent sur les actions mises en œuvre pour gagner de nouvelles parts de marché.

Ainsi, le groupe Crédit Agricole communique à la fois sur le positionnement renforcé de LCL sur une clientèle haut de gamme, dont le nombre augmente de près de 5% sur le trimestre, et la bonne dynamique des caisses régionales avec l'ouverture de 267 000 nouveaux comptes de particuliers.

De même, le groupe BPCE met en avant l'augmentation de sa clientèle en gestion privée et gestion de fortune (+ 6,2% pour les Banque Populaires et +3,8% pour les Caisses d'Epargne) et sa stratégie de conquête et d'intensification de la relation avec les entreprises et les professionnels. Le groupe souligne également la progression de 40% du volume d'affaires généré par les acquisitions récentes de Natixis Payment Solutions (Dalenys et Payplug) pour l'activité Merchant Solutions.

Tout en poursuivant le déploiement de son nouveau modèle « Espaces Pro » au niveau national, le groupe Société Générale a quant à lui ouvert 26 centres PRO de « type corner » en agences pour offrir plus de proximité et d'expertise à ses clients professionnels. Parallèlement, sa filiale Crédit du Nord poursuit la spécialisation de ses conseillers par segment de marché et leur équipement de solutions mobiles innovantes.

Enfin, si le groupe BNP Paribas continue à adapter son offre aux différents usages bancaires avec notamment LyfPay (solution universelle de paiement mobile, qui enregistre déjà 2 500 téléchargements par jour et qui va être déployée prochainement dans plus de 500 magasins Casino en France), il communique aussi sur le développement de son offre de souscription d'assurance des emprunteurs en ligne et en temps réel pour les crédits immobiliers.

Dans la continuité des trimestres précédents, cette forte activité commerciale se traduit par une progression des encours de crédit (+5,1%) avec une croissance soutenue des crédits aux particuliers et aux entreprises, et une bonne dynamique des dépôts qui augmentent de +4,6%, tirés essentiellement par la forte croissance des dépôts à vue.

A l'international, le groupe BNP Paribas met en œuvre l'intégration des activités de financement de General Motors Europe et signe de nouveaux accords commerciaux avec Carrefour en Pologne. Le groupe annonce également le rachat de l'essentiel des activités bancaires de Raiffeisen Bank Polska, afin de renforcer la position de sa filiale BGZ BNP Paribas en Pologne.

De son côté, le groupe Société Générale réalise de bonnes performances sur l'activité de crédit à la consommation en Europe de l'Ouest grâce au financement automobile qui reste particulièrement dynamique dans la région. Le groupe profite également de l'amélioration de la situation économique en Russie où l'inflation s'est maintenue à un niveau bas et les taux d'intérêts ont été ramenés à 7,25%.

Enfin, le groupe Crédit Agricole communique sur la bonne dynamique de ses filiales égyptiennes et polonaises et met l'accent sur l'intégration accélérée et positive des 3 banques italiennes dont la contribution sur le résultat du 1er trimestre s'élève à 4 millions d'euro.

Une baisse des revenus dans la banque de grande clientèle

Dans un contexte de marché moins porteur en Europe qu'au premier trimestre 2017 et de recul du dollar par rapport à l'euro, les revenus générés par la banque de grande clientèle reculent de 9,8%, pour s'établir à 7,1 milliards d'euro.

Excepté dans la zone Amériques qui a bénéficié d'un marché porteur, le rebond de la volatilité en Europe à partir de fin janvier s'est traduit par un attentisme des clients a généré une faible activité sur les taux et le change dans tous les groupes.

De même, les activités de flux souffrent d'une production commerciale en retrait sur l'ensemble des produits et de ces conditions de marché moins favorables.

Si le métier Actions des groupes BNP Paribas et Crédit Agricole profite de la reprise des volumes de clientèle sur les dérivés actions, l'activité est en retrait dans les groupes Société Générale et BPCE (Natixis).

Alors que le groupe Société Générale explique la performance en retrait de son activité Actions par son business model orienté sur les produits structurés et concentré sur le marché européen, Natixis est pénalisé par la fermeture des desks de cash equity aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne à la suite du partenariat annoncé avec Oddo-BHF.

De même, les performances des métiers de financement traduisent des situations contrastées selon les établissements : en repli dans le groupe BNP Paribas, elles sont solides à la Société Générale, au Crédit Agricole et chez Natixis.

Malgré un bon dynamisme commercial, le groupe BNP Paribas subit les conséquences de l'arrêt du financement des hydrocarbures non conventionnels ainsi qu'un effet change défavorable qui pénalise ses revenus dans la zone Amériques.

Le groupe Société Générale enregistre, quant à lui, une activité soutenue sur les relais de croissance du groupe, notamment les financements exports, l'immobilier, et les ressources naturelles. De même, les financements du groupe BPCE (Natixis) sont soutenus par les segments Real Assets et Energy & Natural Resources, avec une production nouvelle qui progresse de 25% sur un an, notamment sur les activités Real Estate US et Infrastructure.

Tout en poursuivant sa politique sélective sur les financements selon les segments et les emprunteurs, le groupe Crédit Agricole gagne de nouvelles parts de marchés, et renforce sa position sur les crédits syndiqués aux entreprises en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Le groupe enregistre par ailleurs un taux de syndication primaire moyen de 37%, représentant 10 points de plus par rapport à 2013, année de démarrage de sa politique Distribute to Originate.

Enfin, le métier Titres enregistre une bonne performance dans l'ensemble des groupes. Alors que les groupes Société Générale et Crédit Agricole mettent en avant la progression de leurs actifs en conservation et leurs actifs administrés, le groupe BNP Paribas communique sur des opérations de croissance externe avec le gain de nouveaux mandats significatifs (Intermediate Capital Group), la finalisation d'un partenariat stratégique aux Etats-Unis avec Janus Henderson Investors et l'acquisition de l'activité de banque dépositaire de Banco BPM en Italie.

Une progression des revenus dans les métiers de l'épargne

A 3,3 milliards d'euro, les revenus des métiers de l'épargne confirment la tendance observée depuis quelques trimestres et s'inscrivent en progression de 10% sur la période dans un environnement difficile marqué par des effets performance et change défavorables en lien avec l'évolution des marchés et la dépréciation du dollar US.

Si, malgré une bonne activité transactionnelle et une collecte soutenue en France, les revenus de la banque privée du groupe Société Générale ont été affectés par des activités internationales en retrait, les groupes Crédit Agricole et BNP Paribas ont engagé des opérations de croissance externe.

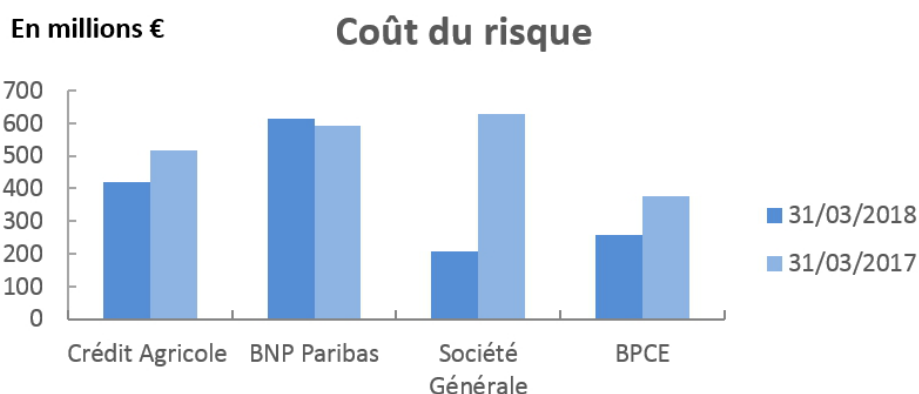
En effet, outre l'acquisition des activités de banque privée en Asie de Crédit Mutuel-CIC réalisée en décembre dernier par le groupe Crédit Agricole, celui-ci annonce la finalisation de l'acquisition d'une banque privée en Italie (Banca Leonardo). De son côté, le groupe BNP Paribas communique sur l'acquisition des activités d'ABN Amro au Luxembourg. Le groupe poursuit par ailleurs sa transformation digitale avec la première utilisation de la technologie blockchain pour des souscriptions dans des fonds.

Enfin, les bonnes performances du groupe BPCE (Natixis) sont attribuables à son segment de clientèle non institutionnelle qui enregistre une augmentation de collecte nette importante, grâce à des stratégies long-terme à forte valeur ajoutée avec une

marge moyenne supérieure à 60 points de base, chez Harris Associates, Loomis Sayles, H2O, Dorval et DNCA.

Une évolution contrastée du coût du risque

Au 31 mars 2018, l'analyse des évolutions du coût du risque traduit une situation contrastée selon les établissements : en baisse dans les groupes Société Générale (- 67%), BPCE (-31%) et Crédit Agricole (-19%), il progresse chez BNP Paribas (+4%).



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2018

Tous les groupes communiquent sur le taux de couverture des créances douteuses calculé en application de la norme IFRS 9. Au 31 mars 2018, le taux moyen ressort à 76% et est ventilé comme suit :

- Crédit Agricole : 86%
- BNP Paribas : 78%
- Société Générale : 66%
- BPCE : 74%

Malgré la première application d'IFRS 9, le groupe Société Générale enregistre une forte baisse de son coût du risque en raison d'une base de comparaison élevée en 2017 liée aux litiges LIBOR et LIA (Libyan Investment Authority). Le groupe précise qu'un accord final avec les autorités en charge de ces deux litiges est proche et s'attend à avoir des sanctions financières conformes aux provisions allouées à ces deux litiges.

Le groupe BPCE présente également une amélioration de son coût du risque qu'il explique par la bonne maîtrise du risque dans la banque de détail, notamment dans le réseau Caisse d'Épargne.

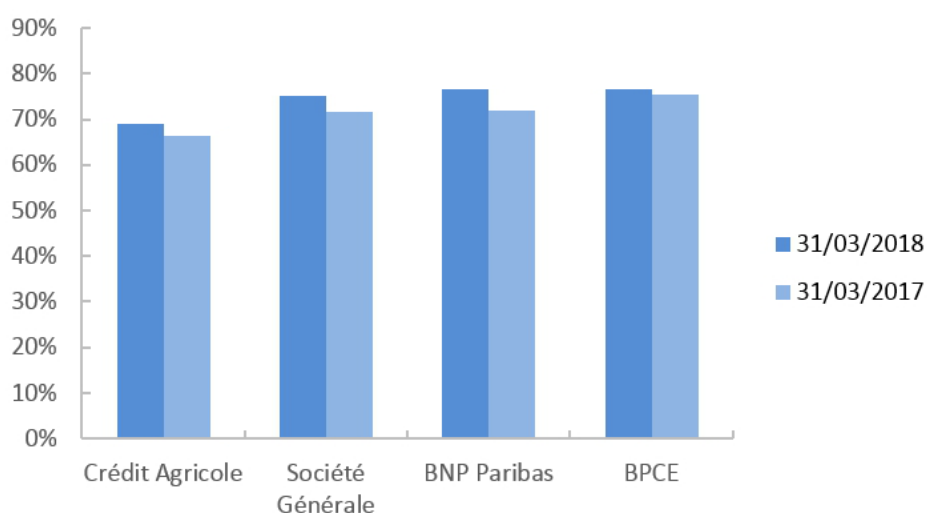
Le recul observé dans le groupe Crédit Agricole est essentiellement imputable à un effet de base lié à l'enregistrement au 1er trimestre 2017 d'une provision juridique non allouée à des dossiers spécifiques.

Dans le groupe BNP Paribas, le coût du risque, bien qu'à un niveau bas, présente une légère hausse par rapport au premier trimestre 2017, en raison d'une provision non récurrente de 14 millions d'euro liée à un changement de méthode chez Arval.

Une rentabilité moyenne dégradée

Malgré la mise en œuvre des plans d'efficacité opérationnelle, le coefficient d'exploitation moyen se dégrade de 3% par rapport au 31 mars 2017, conséquence directe de la baisse du PNB associée à l'accélération de la transformation des métiers et la hausse de la contribution au fonds de résolution unique.

Coefficient d'exploitation



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2018

Tous les groupes font état de la hausse de leur contribution au fonds de résolution unique européen qui, en application de l'interprétation IFRIC 21, a été intégralement comptabilisée au premier trimestre au titre de l'exercice 2018. Les contributions, d'un montant total à 1,7 milliard d'euro (soit une hausse de 26% par rapport à 2017), sont réparties comme suit :

En millions €	2018	2017
Crédit Agricole	359	274
Société Générale	423	343
BNP Paribas	572	469
BPCE	340	259

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2018

En plus de la hausse de la contribution à la résolution, et à l'exception du groupe BPCE qui stabilise ses frais généraux (hors FRU), les coefficients d'exploitation sont également impactés par une augmentation des charges générales dans les pôles opérationnels, en lien avec la mise en œuvre des plans de transformation.

Ainsi, le groupe Société Générale explique la dégradation de sa rentabilité (3,4%) par la poursuite des investissements dans la transformation de la banque de détail en France et l'accompagnement de la croissance de ses activités à l'international.

Le groupe BNP Paribas attribue la hausse de ses frais de gestion à la fois aux coûts de transformation des métiers spécialisés de la banque de détail et à l'impact exceptionnel des coûts de restructuration des acquisitions récentes (LaSer, Bank BGZ, DAB Bank et GE LLD).

Dans le groupe Crédit Agricole, les charges d'exploitation sont impactées par les investissements de développement (notamment dans les caisses régionales) et par l'intégration de Pioneer et des trois banques italiennes.

Des fonds propres solides

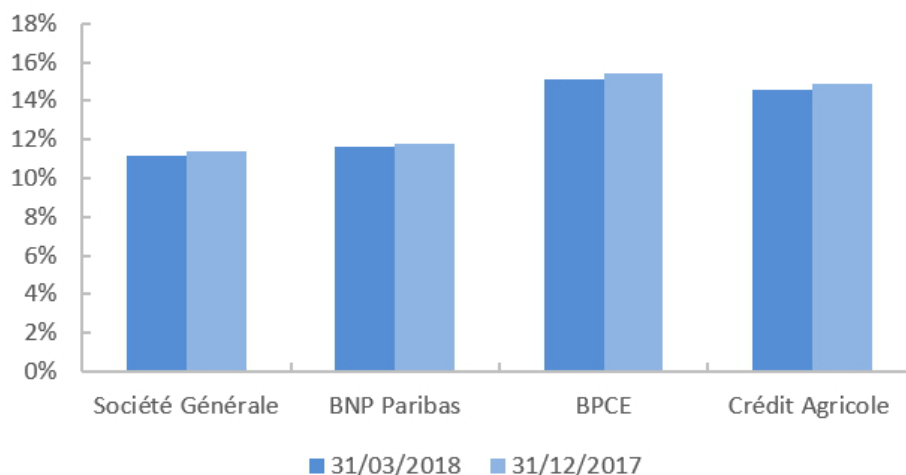
La situation financière des quatre principaux groupes bancaires français reste très solide malgré la première application d'IFRS 9, qui a coûté en moyenne 16,7 points de base au ratio Common Equity Tier 1 non phasé, répartis comme suit :

- BNP Paribas : - 10 points de base

- Société Générale : - 14 points de base
- BPCE : - 17 points de base
- Crédit Agricole : - 26 points de base

Malgré cet impact, jugé limité par les banques, les ratios CET 1 des groupes française restent parmi les meilleures banques européennes comparables.

Ratio de CET 1



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2018

Tous les groupes préparent la mise en place dans de bonnes conditions du mécanisme de TLAC (Total Loss Absorbing Capacity). Les groupes Crédit Agricole, BPCE et Société Générale ont communiqué sur leur estimation du ratio TLAC sur la base des données au 31 mars 2018, déjà supérieur au minimum requis en 2019.

Ainsi, en présentant un ratio TLAC estimé à 21,8% des RWA et 6,6% de l'exposition levier, le groupe Société Générale souligne qu'il présente déjà un niveau de ratio supérieur aux exigences du FSB pour 2019.

Par ailleurs, avec un ratio TLAC estimé à 21,5%, le groupe BPCE confirme l'objectif fixé dans son plan stratégique TEC 2020 d'un niveau supérieur à 21,5 % à début 2019. Afin de tenir cet objectif, le groupe annonce sa volonté de ne pas avoir recours à la dette senior préférée et d'émettre de la dette senior non-préférée pour un montant compris entre 4 et 5 milliards d'euro par an.

De même, le groupe Crédit Agricole présente un ratio TLAC à 21% au 31 mars 2018, hors dette senior préférée éligible, et confirme son objectif de 22% en 2019, hors dettes senior préférées éligibles. Le groupe prévoit d'émettre annuellement un volume d'environ 6 milliards d'euro de dettes TLAC sur 2018 et 2019.

Enfin, tous les établissements présentent également leur ratio de levier Bâle 3 traduisant un niveau supérieur au minimum réglementaire de 3% :

Ratio de levier (%)	31.03.2018	31.12.2017
Société Générale	4,1%	4,3%
BNP Paribas	4,1%	4,6%
BPCE	5,0%	5,1%
Crédit Agricole	5,5%	5,6%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2018

Une gestion solide de la liquidité

Dans la continuité des trimestres précédents, tous les groupes communiquent sur leurs réserves de liquidité. Avec un total de 949 milliards d'euro de réserves de liquidité (+28 milliards d'euro par rapport au 31 décembre 2017), le besoin de refinancement court terme est totalement couvert.

Le groupe BNP Paribas souligne disposer de plus d'un an de marge de manœuvre par rapport aux ressources de marché. Le groupe BPCE met lui en avant le taux de couverture de ses réserves de liquidité qui représente 167% du total de ses encours de refinancement court terme.

Enfin, tous les groupes communiquent sur leurs niveaux de ratios LCR (Liquidity Coverage Ratio) :

- Crédit Agricole : 135%
- Société Générale : 129%
- BNP Paribas : 120%
- BPCE : > 110%

Une mise en œuvre active des plans stratégiques

Au 31 mars 2018, les groupes enregistrent des résultats globalement en ligne avec la trajectoire et les objectifs définis dans leurs plans stratégiques. En effet, malgré une évolution contrastée sur le premier trimestre 2018 des différentes activités de marché, les performances commerciales restent solides dans tous les métiers, illustrant la capacité des groupes à mobiliser leurs réseaux et leurs métiers pour répondre aux besoins de leurs clients. Les performances du 1er trimestre 2018 démontrent par ailleurs que les choix des banques d'avoir des métiers diversifiés leur permettent de progresser dans des marchés volatiles.

Les groupes Crédit Agricole et BNP Paribas mettent en avant la pertinence de leur plan à moyen terme (2020) avec les synergies de coûts dégagées sur le trimestre. Le groupe Crédit Agricole souligne une accélération des économies de coûts liées aux acquisitions (60% attendues en 2018 versus 40% dans le plan initial). De son côté, le groupe BNP Paribas annonce des économies de coûts à hauteur de 175 millions d'euro sur le 1er trimestre.

Tout en misant sur une stabilisation de ses revenus en 2018 (année qui verra se concrétiser des étapes clés de sa transformation), le groupe Société Générale confirme la trajectoire stratégique de son plan « Transform to Grow » autour de 5 axes clés : croissance des métiers, transformation, discipline des coûts, recentrage des activités, responsabilité sociale. Le groupe mentionne par ailleurs le renouvellement de son équipe de direction générale et la forte capacité de celle-ci à conduire avec succès toutes les transformations en cours en respectant les objectifs stratégiques et financiers.

Enfin, le groupe BPCE annonce également l'évolution de sa gouvernance à compter du 1er juin (présidence du directoire de BPCE et direction générale de Natixis) en précisant que ce changement de gouvernance s'inscrira dans la continuité de la stratégie du groupe et l'exécution du plan stratégique TEC 2020.

Méthodologie de l'analyse

KPMG a réalisé une analyse comparative des communiqués de presse et des slides investisseurs des principaux groupes bancaires français publiés au 31 mars 2018 : BNP Paribas, Société Générale, BPCE et Crédit Agricole.

Ces communiqués ont été publiés par les groupes bancaires aux dates suivantes :

- 4 mai 2018 : BNP Paribas et Société Générale
- 15 mai 2018 : Crédit Agricole
- 17 mai 2018 : BPCE / Natixis

Contact :

[Fabrice Odent](#)

Associé

Responsable du Département Services financiers

kpmg.fr/mediasocial



[Enoncé en matière de confidentialité](#) | [Mentions légales](#)

Informatique et liberté : vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent (article 34 de la loi "informatique et liberté" du 6 janvier 1978).

Si vous ne souhaitez plus recevoir de communication sur ce sujet, merci de bien vouloir [cliquer ici](#).

Pour ne plus recevoir **aucune** communication de KPMG, merci de bien vouloir cliquer ici.

© 2018 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG, le logo et « cutting through complexity » sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG S.A. est une société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance au capital social de 5 497 100 euro. 775 726 417 RCS Nanterre. Siège social : Tour Egho - 2 avenue Gambetta - 92066 Paris La Défense Cedex. KPMG S.A. est membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative (« KPMG International »), une entité de droit suisse. KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.